



Lettre n° 206 du 12 septembre 2021

Au sommaire :

- **Pour les profits, la reprise est au plus fort ! A nous de mettre le gouvernement et le capitalisme en accusation !** - Laurent Delage
- **Vingt ans après le 11 septembre 2001, la débâcle du « nouvel ordre mondial » de Bush** - Yvan Lemaître
- **Réchauffement climatique, effondrement de la biodiversité, l'urgence d'en finir avec ce mode de production** - Bruno Bajou

Pour les profits, la reprise est au plus fort ! A nous de mettre le gouvernement et le capitalisme en accusation !

Macron, le gouvernement, tous nous vantent la « reprise » dans cette rentrée avec une prévision de croissance à 6,25 % sur l'ensemble de l'année 2021, après une chute de 8 % en 2020.

Mais c'est une croissance sur l'océan d'une dette qui devrait culminer à ... 116 % du PIB. C'est la reprise des profits subventionnée par le gouvernement, une reprise qui annonce un retournement. L'heure est à la « consolidation budgétaire » et à son cortège de mesures antisociales, comme l'ont discuté les ministres des finances de la zone Euro vendredi, alors que la BCE cherche à réduire son programme de rachat de dettes publiques.

Dans la foulée de la loi d'extension du pass sanitaire Macron passe à l'offensive. L'horizon fixé sur l'élection présidentielle, il veut poser au chef qui veut « réformer », s'appuyant sur les déclarations d'autosatisfaction du gouvernement sur la reprise ou sur la situation sanitaire... Même si la mise en examen de Buzyn pour « mise en danger de la vie d'autrui » révèle toute la gabegie du pouvoir dans la gestion de la crise du Covid.

Alors que le Conseil d'État avait suspendu fin juin le nouveau calcul de l'indemnité chômage au vu de la situation sociale, Macron veut imposer l'ensemble de sa réforme de l'assurance-chômage dès le 1^{er} octobre. D'après l'Unedic, elle conduira à une diminution d'indemnités pour près d'un million de salariés précaires qui ont déjà bien du mal à joindre les deux bouts. Mais pour Macron et le patronat, il faut contraindre les travailleurs à accepter n'importe quel boulot, au salaire le plus bas possible. Comme l'a ré-

sumé cyniquement Castex cette semaine : « *Tout doit être mis en œuvre pour inciter au travail* » !

Sur la réforme des retraites, Macron et Castex soufflent le chaud et le froid. Macron veut, avant la fin de son mandat, une partie de sa réforme, interrompue par la pandémie et par les mobilisations qui l'avaient précédée. Il veut en particulier imposer une défaite aux salariés bénéficiant des régimes spéciaux, en cherchant à dresser l'opinion contre leurs soi-disant « privilégiés ».

Mais visiblement, LREM n'est pas décidée et surtout, le Medef veut attendre l'élection présidentielle, craignant la mobilisation des travailleurs sur ce sujet sensible. Mais au-delà du rythme de l'attaque, tous affirment leur volonté de s'en prendre durement au monde du travail, le plus tôt possible.

Reculer l'âge de départ, baisser les pensions, baisser les indemnités chômage... voilà leur politique de « reprise » contre les travailleurs. Pour le patronat par contre, la générosité reste de mise. Depuis mars 2020, les entreprises ont reçu 80 milliards d'aides publiques (hors prêts garantis par l'État) et Macron doit annoncer en octobre un nouveau plan d'investissement, « *France 2030* », estimé à 30 milliards... subventionner encore et encore la machine à profits !

« Reprise » ... des profits, envolée des prix et salaires au rabais

Drôle de reprise, où chaque multinationale ne voit que les intérêts de ses actionnaires, quitte à créer la pénurie, amplifier la flambée des prix et à replonger dans la crise.

Les constructeurs automobiles manquent de semi-conducteurs, au point que des usines Renault et Stellantis ont dû s'arrêter en septembre. La pénurie de polymères (servant à la fabrication de colles, peintures et résines) impacte lourdement le secteur du BTP. Les ruptures de stock provoquées par les manques de conteneurs au niveau mondial, commencent à toucher non seulement les usines mais aussi les magasins. Mais cette situation est une aubaine pour les sociétés de transport maritimes. Le prix des conteneurs a triplé, passant de 2000 à 3000 € jusqu'à... 17 000 € !

L'impact des mauvaises récoltes sur les prix est amplifié par la spéculation sur les matières premières agricoles, à commencer par le blé qui a augmenté de 15 % depuis le mois de juin. Même chose avec les matières premières industrielles : le coût des emballages s'envole avec + 50 % pour le PET (servant à la fabrication des bouteilles en plastique) et + 58 % pour le polystyrène. Les prix de production du PVC ont augmenté de 46,4 % entre décembre et juin et ceux des aciers de 45 %.

Les factures d'énergie flambent elles aussi, sous l'effet d'une demande internationale plus importante : + 8,7 % en moyenne pour le tarif réglementé du gaz à compter du 1^{er} septembre et depuis le début de l'année +12 % pour le gazole et +16 % pour l'essence.

Sur le marché « libéré » de toute entrave de l'électricité et du gaz, les capitalistes libèrent surtout leurs appétits : en un an, le gaz est passé de 13 € à 57 € le MWh et l'électricité de 45 € à 80 € le MWh. Une telle frénésie pourrait conduire à des augmentations de 20 % en moyenne des factures de gaz et d'électricité en Europe d'ici l'hiver !

Cette flambée des prix n'a rien à voir avec la mauvaise météo, elle n'est pas un simple phénomène « passager ». C'est la logique même du système capitaliste, qui généralise la mise en concurrence et la loi de l'offre et de la demande, qui alimente la spéculation financière à grande échelle, quitte à plonger la société dans la récession.

C'est cette politique qui alimente les « marges » des entreprises qui se portent si bien. D'après *Le Monde*, « *le taux de marge a atteint 35,9 % au premier trimestre 2021, un record depuis... 1951. Quant aux géants du CAC 40, ils ont réalisé plus de 60 milliards d'euros de profits au premier semestre, soit 41 % de plus que lors de la même période de 2019* ».

Les classes populaires paient le prix fort. L'Insee vient d'annoncer une inflation de 1,9 % sur un an, qui ne fait que refléter l'augmentation bien plus importante de toutes les dépenses de première nécessité, loyers, énergie, carburant, alimentation...

Si l'inflation atteint + 2 % sur un an, le gouvernement serait même contraint d'augmenter le SMIC de... 31 € brut mensuel. Bien loin du compte pour les classes populaires, mais Le Maire annonce la couleur en déclarant qu'il n'est pas question d'aller plus loin, ni sur le SMIC, ni sur la Fonction publique : « *c'est donner un coup de canif au redressement de l'emploi* » !

Quel cynisme ! Le SMIC n'a pas connu d'augmentation extra-légale depuis 2012 et les fonctionnaires subissent le gel du point d'indice depuis 2010. Sur 2021, une enquête sur 150 grandes entreprises révèle que le budget des augmentations n'évoluera que de 1,45 % : un des taux les plus bas depuis dix ans !

Dans les secteurs des « *premier(e)s de corvée* », les patrons se plaignent qu'ils ne trouvent pas de personnel tellement les salaires sont bas et les conditions de travail insupportables. La réponse de Borne est d'appeler au « dialogue social » dans les branches concernées, à l'image du nettoyage où un accord vient d'être signé par la CGT et FO pour 1,6 % d'augmentation... en-dessous de l'augmentation du coût de la vie !

Les discussions de salon ne régleront rien. La question des salaires est une question de rapport de force global, une question politique, assurer les dividendes des actionnaires ou la satisfaction des besoins de l'immense majorité.

La colère et l'envie de reprendre l'offensive sont bien là

La rentrée sociale est inédite. D'abord par la contestation qui s'est exprimée durant tout l'été contre le pass sanitaire et au-delà des confusions, contre cette politique d'offensive globale de Macron et des classes dominantes.

Sur le terrain des luttes sociales, la grève de Transdev dans la région parisienne témoigne de la révolte contre l'ouverture à la concurrence sur le dos des salariés dans le transport urbain. Sur les piquets de grève, la conscience de devoir lutter tous ensemble contre cette mise en concurrence généralisée se renforce, tant il est évident que Transdev, qui vient juste d'emporter le marché du TER de la ligne Marseille-Nice, compte faire la même chose contre les cheminots.

Le 14 septembre, la CGT santé appelle à manifester contre l'obligation vaccinale qui entrera en vigueur le 15 septembre, après d'autres initiatives appelées durant l'été par Sud santé sociaux notamment. Alors que l'ensemble du secteur est frappé par le sous-effectif et les conditions de travail insupportables, les suspensions qui viennent s'ajouter au mépris du gouvernement, vont aggraver la situation. D'après le dernier décompte du ministère de la Santé, 13 % des personnels hospitaliers n'avaient pas commencé leur parcours vaccinal. Mais qu'importe ! La FHF, qui regroupe les directions des hôpitaux, vient de déclarer : « *le gouvernement a raison d'être très ferme sur le sujet. On approuve totalement cette fermeté (...) en réalité, nous pensons que le refus de la vaccination ne concernera qu'une centaine de personnes* ».

Mais cette journée de manifestation se fait sans lien avec la journée interprofessionnelle du 5 octobre. L'appel à cette dernière ne cite même pas le pass sanitaire, tellement les directions syndicales intègrent leur rôle de « partenaires sociaux » ! C'est pourtant une seule et même offensive que Macron déploie avec sa politique de police sanitaire et ses attaques contre le monde du travail.

Même chose pour la journée du 23 septembre dans l'Éducation, où là encore, les directions syndicales n'affirment pas l'objectif de construire une mobilisation d'ensemble, de s'affronter à ce gouvernement, à ce mépris de classe de Blanquer accusant les parents d'acheter des écrans portables avec l'allocation de rentrée scolaire !

Oui, la colère est bien présente, mais elle a besoin d'une politique, d'une conscience claire de nos intérêts, d'un programme pour à la fois construire collectivement un plan de bataille et pour l'inscrire dans la perspective plus globale d'en finir avec ce système.

Un programme pour prendre en main la marche de la société

L'appel à la journée du 5 octobre ne chiffre rien sur les augmentations de salaire. Il s'insère dans la politique des plans de relance, en demandant « *la conditionnalité des aides publiques selon des normes sociales et environnementales permettant de préserver et de créer des emplois* » et se contente de formules pour le moins vagues comme « *l'arrêt des licenciements* » sans dire comment l'imposer... Comme si l'État pouvait imposer quoi que ce soit aux entreprises, alors que depuis des années, les gouvernements successifs n'ont cherché qu'à baisser le « *coût du travail* » pour satisfaire les intérêts des capitalistes.

Sur les salaires, la « reprise » des profits impose d'exiger des augmentations en fonction de nos besoins, pour l'ensemble des travailleurs à temps complet ou partiel. Il faut en finir avec le « mérite » et cette mise en concurrence permanente pour exiger des augmentations de 300 euros nets par mois et pas de revenu inférieur à 1800 euros net, SMIC, minima sociaux, pensions.

De même, la flambée actuelle des prix pose le problème de leur contrôle, en commençant par chiffrer nous-mêmes la réelle augmentation de ces dépenses de première nécessité, bien supérieures à l'inflation officielle fournie par l'État. Il faut rediscuter échelle mobile des salaires et exiger que les salaires suivent l'augmentation du coût de la vie. Sur « l'emploi », il faut en finir avec les subventions d'argent public à fonds perdus pour le patronat qui au final alimentent les records du CAC 40.

En finir avec cette politique, imposer nos droits, les droits de la collectivité, c'est postuler au contrôle des salariés sur la marche des entreprises, au contrôle de la population sur toute l'économie, pour décider ce que l'on produit ou non, pour partager le travail entre toutes et tous et réserver l'argent public aux embauches massives dans la santé, l'éducation, les services publics.

Laurent Delage

Vingt ans après le 11 septembre 2001, la débâcle du « nouvel ordre mondial » de Bush

L'attentat aux avions-suicides d'Al-Qaida contre les tours jumelles du World Trade Center de New York, faisant 3000 morts, avait saisi d'effroi la planète. Ce matin du 11 septembre éclataient dans une terrible conflagration meurtrière les contradictions de la politique menée par Wall Street et le Pentagone depuis deux décennies. Ces deux décennies inaugurées en 1979 par l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher puis de Ronald Reagan furent celles de l'offensive libérale et impérialiste engagée par les vieilles puissances occidentales sous la houlette des néo-conservateurs et des ultralibéraux américains pour relancer les profits, une offensive contre les travailleurs et les peuples. Liquidation des services publics, privatisations, mise en concurrence des travailleurs à l'échelle mondiale, financiarisation de l'économie, explosion des bourses et des marchés financiers, les USA et leurs alliés imposaient l'économie de marché à toute la planète, y compris par les armes et la guerre, déstabilisant tant les rapports entre les classes qu'internationaux.

La globalisation de la concurrence capitaliste généra une exacerbation des tensions internationales en particulier après l'effondrement de l'URSS qui avait participé au maintien de l'ordre mondial à travers la politique dite de coexistence pacifique.

L'année 1979, ce fut aussi la révolution iranienne liquidée au profit de la dictature des Mollahs. La mise en place d'une théocratie islamiste accompagnait le recul des for-

ces progressistes qui avaient impulsé les luttes de libération nationale et ouvrait la voie à la montée des fondamentalismes religieux cherchant à capter à leur profit les frustrations, les humiliations, les mécontentements et la révolte engendrés par les ravages de la mondialisation capitaliste. Les forces les plus réactionnaires que les grandes puissances avaient su ménager ou utiliser, avec la collaboration de l'Arabie saoudite, dans leur croisade anticommuniste se mirent à leur propre compte pour tenter de trouver une place dans l'exploitation des peuples et le pillage des richesses.

C'est de ces tensions que naquirent Al-Qaida et Ben Laden qui, après avoir servi les USA contre l'occupation de l'Afghanistan par l'armée soviétique, se mit à son propre compte pour venger le prophète, galvaniser les masses musulmanes en frappant le grand Satan en son cœur même.

« La guerre sans fin », quand le terrorisme d'État nourrit le djihadisme

Pour Bush et le Pentagone ce fut l'occasion de mobiliser les USA, de retourner l'humiliation de l'attentat pour justifier leur plan militaire visant à renforcer, étendre leur domination sur le monde, l'empire, et tenter de surmonter le « Syndrome vietnamien », le refus de guerres meurtrières, destructrices et sans issue qui avait gagné l'opinion américaine après la victoire du Vietnam en 1975.

C'est ainsi qu'a débuté ladite « *guerre contre le terrorisme* ». Le terrorisme islamiste, nouvel « *axe du mal* », prenait le relais de « *la menace communiste* » pour tenter de justifier la politique impérialiste conduite au nom d'une prétendue défense de la démocratie.

Washington demande l'appui du Conseil de sécurité de l'ONU, qui adopte, entre le 12 septembre et le 20 décembre 2001, une série de résolutions votées à l'unanimité, Russie et Chine comprises, qui justifient au nom du combat « *contre le terrorisme* », la « *guerre préventive* ». Il ne s'agit pas de répondre à une agression mais d'anticiper une possible agression, ce qui viendra « légitimer » les interventions en Irak, puis 10 ans plus tard en Libye, et, pour la France, au Mali. Politique militariste et agressive qui loin d'enrayer le terrorisme le nourrira en aggravant l'instabilité et les tensions internationales, terrorisme dont les peuples du monde musulman sont les premières victimes mais qui n'a pas épargné les populations des puissances occidentales comme le rappelle le procès des attentats du 13 novembre 2015 à Paris. Dans la foulée, les lois liberticides se multiplient, du Patriot Act américain à l'état d'urgence en France.

Le 7 octobre 2001, les États-Unis envahissaient l'Afghanistan, l'« opération-éclair » de Bush vit la chute des talibans, fin 2001. Ben Laden s'était enfui au Pakistan, et la coalition mit en œuvre l'illusoire projet de construire un État à sa botte pour faire de l'Afghanistan un point d'appui pour l'armée américaine. Bush inscrivait sa stratégie impériale dans la perspective d'un « grand Moyen-Orient », un ensemble géographique hétéroclite s'étendant du Maroc à l'Afghanistan autour d'Israël et de l'Arabie saoudite.

Les visions impériales extravagantes de Bush et des néo-conservateurs annonçaient la prochaine étape, l'invasion de l'Irak pour renverser Saddam Hussein et y construire un État à sa solde, deuxième point d'appui pour contrôler la région. Justifiée par un cynique et grossier mensonge d'Etat, les prétendues armes de destruction massive d'Hussein, elle eut lieu en 2003.

De la crise de 2008-2009 à la déroute

A travers de multiples crises et soubresauts, l'offensive de la mondialisation financière et militariste déboucha sur un double fiasco, d'abord la grande crise de 2008 et 2009 dont l'économie mondiale ne s'est toujours pas remise et la double débâcle en Irak et en Afghanistan sans oublier les dix ans de guerre en Syrie ou l'intervention française au Mali qui en sont les conséquences directes.

Après la crise des subprimes qui a entraîné des pertes financières considérables, surajoutées aux coûts des guerres d'Afghanistan et d'Irak, estimés alors à près de trois mille milliards de dollars sans que les armées américaines puissent parvenir à stabiliser la situation, Obama a été contraint, avec bien des hésitations, d'engager la politique de retrait, d'intégrer l'échec des projets fous de Bush.

L'offensive libérale, financière, économique, et l'offensive militaire impériale se sont confondues dans la même déroute.

Le moment charnière fut la débâcle en Irak après qu'Obama eut décidé le retrait des troupes américaines en 2011. En 2014, l'armée mise en place par les USA se décomposait et Daech proclamait, après la prise de Mossoul en juin, le Califat.

Puis, au terme de la guerre la plus longue de leur histoire, et après avoir enrôlé dans leur croisade pas moins de trente-huit pays sous le commandement de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), les États-Unis se retirent d'Afghanistan. Annoncé par Trump pour mai 2021, le retrait a été mis en œuvre par Biden dans l'improvisation la plus totale. Il avait été l'objet d'un accord, l'accord de Doha entre l'administration Trump et les organisations talibanes, signé en février 2020 sans aucune consultation du gouvernement de Kaboul, sans même une quelconque coordination avec les membres de l'OTAN, qui conservaient sur place 7 100 soldats. Le 10 mars, le Conseil de sécurité de l'ONU entérinait l'accord par le vote à l'unanimité de la résolution 2513.

Il est pour le moins hypocrite et mensonger de prétendre à la surprise face au fiasco annoncé...

Biden, la fin d'une ère ?

Aveuglés par leur propre puissance et le mépris des peuples, les Reagan, Bush and co ont cru pouvoir construire un monde sous leur fêrule financière et militaire, leur empire. Ils ont perdu, incapables même d'organiser leur propre retrait, là encore prisonniers de leurs propres bluff et mensonges. Des milliards ont été engloutis dans la corruption et les gaspillages militaires meurtriers, des centaines de milliers de vie humaines sacrifiées au délire de puissance des maîtres de ce monde avec le soutien de toutes les bonnes âmes si promptes à se laisser duper par les discours mensongers de la lutte contre le terrorisme et de la défense de la démocratie. La gauche, dont Mélenchon, n'était-elle pas au gouvernement cohabitant avec Chirac pour soutenir et participer à l'invasion de l'Afghanistan en 2001 ?

Cette guerre n'avait d'autres objectifs que ceux répondant aux intérêts de Wall Street et de l'État américain, s'assurer le contrôle du pays à des fins militaires par l'intermédiaire d'un gouvernement fantoche à leur botte. Une débâcle !

Le 31 août, Biden, au lendemain du départ des derniers soldats américains d'Afghanistan, s'est justifié « *Nous n'avions plus qu'un choix simple. Soit suivre l'engagement pris par la précédente administration, et quitter l'Afghanistan, soit dire que nous ne partions pas et renvoyer des dizaines de milliers de soldats à la guerre. [...] Le véritable choix était entre le départ ou l'escalade. Je n'allais pas prolonger cette guerre éternelle et je n'allais pas prolonger le retrait éternel.* »

« *Le rôle du président américain est de défendre les États-Unis contre les menaces d'aujourd'hui, pas celles de 2001.* ». Et d'ajouter pour donner à sa propre politique une dimension historique : « *Cette décision sur l'Afghanistan ne concerne pas seulement l'Afghanistan. Il s'agit de mettre un terme à une ère d'opérations militaires majeures afin de redessiner d'autres pays.* ».

La liquidation en bonne et due forme du projet paranoïaque de Bush, Rumsfeld and co n'est pas sans poser des problèmes à Biden contraint de s'adapter sans renier de trop le slogan quelque peu trumpien de sa propre campagne, « *L'Amérique est de retour* ». Et de préciser : « *En tant que commandant en chef, je crois fermement que la meilleure voie pour protéger notre sécurité passe par une stratégie dure, impitoyable, ciblée et précise qui traque la terreur là où elle se trouve aujourd'hui. Pas où elle était il y a deux décennies.* ». En réalité, ce à quoi pense principalement Biden ce sont les menaces qui environnent les USA dans un monde bouleversé, déstabilisé dans lequel ils ont perdu leur leadership : « *Nous sommes engagés dans une compétition sérieuse avec la Chine. Nous faisons face à des défis sur de multiples fronts avec la Russie. Nous sommes confrontés aux cyberattaques et à la prolifération nucléaire* » ...

Monde multipolaire, instabilité et tensions internationales, conflits locaux, rivalités entre puissances régionales, jeux rivaux des grandes puissances, s'il est difficile dans ce contexte d'évaluer l'impact que pourra avoir la chute de Kaboul, elle symbolise aux yeux du monde entier l'échec des prétentions américaines à construire un nouvel ordre mondial.

De la globalisation de la concurrence à la guerre globalisée....

La défaite en Afghanistan constitue une nouvelle étape dans les transformations internationales qui rendent caduques les prétentions des vieilles puissances occidentales, les USA en premier lieu, à gouverner le monde et imposer leur ordre mondial. Cet ordre ne s'est pas effondré parce qu'il était confronté à des ennemis plus puissants. Les USA gardent leur supériorité technologique, militaire, monétaire sur le monde. Leur puissance reste pleine et entière. Leur déclin est relatif à l'évolution des rapports de force dans le monde, aux prises de conscience des populations tant aux USA que dans le reste du monde.

La politique de Bush ne pouvait que finir dans le désastre. La paranoïa impériale qui voit dans la supériorité militaire et économique des vieilles puissances occidentales le droit moral de diriger ne peut définir une stratégie autre que celle de l'échec. Elle s'est effondrée précisément au moment où aucune autre puissance ne la contestait, prisonnière de son aveuglement, de son arrogance, de son

mépris pour les peuples dont elle prétend faire le bonheur !

Après Obama, Trump a tourné brutalement le dos aux aventures de Bush et Biden n'aura pas d'autre choix que de marcher dans les pas de Trump. La chute de Kaboul symbolise la fin d'une ère où les USA ont pu croire faire du XXI^e siècle le siècle américain, un fiasco. Mais ce fiasco ne signifie en aucune manière la fin des prétentions du capital américain, il doit simplement s'adapter à de nouveaux rapports de force, ce que Trump a, à sa façon, commencé à mettre en musique. Biden prend le relais assumant le double opprobre de vingt ans de guerres pour rien et de la débâcle ! Mais l'intitulé de son programme de campagne, « *Guider le monde démocratique* », suffit à montrer à quel point les dirigeants américains n'ont en rien abdicqué de leur volonté hégémonique.

Désormais, le sort de l'Afghanistan va se décider dans les luttes de pouvoir interne et le jeu des puissances régionales encadré par la Chine, la Russie. Cette évolution illustre l'instabilité croissante d'un monde soumis à la concurrence généralisée sans qu'aucune puissance ne soit en mesure de maintenir un ordre un tant soit peu stable.

La nouvelle ère dont la chute de Kaboul est le symbole s'est façonnée à travers la fin de l'ère du colonialisme et de l'impérialisme telle que la décrivait Lénine il y a un siècle et l'échec de la première puissance mondiale à imposer son ordre au capitalisme mondial après les luttes de libération nationale et l'effondrement de l'URSS.

Cette nouvelle ère s'annonce comme une ère de désordre et de chaos mondialisés d'un capitalisme multipolaire incapable de se réguler tant sur le plan économique que politique.

Les souffrances du peuple afghan en témoignent cruellement dans le même temps qu'à travers elles s'accomplissent de profondes transformations qu'exprime la révolte des femmes. L'entrée violente des peuples dominés dans le monde capitaliste du XXI^e siècle participe de la préparation des conditions de l'émergence de nouveaux rapports internationaux de solidarité et de coopération qui se construisent à travers les multiples révoltes, initiées par les révoltes du monde arabe de 2011, qui secouent la planète.

Yvan Lemaitre

Réchauffement climatique, effondrement de la biodiversité, l'urgence d'en finir avec ce mode de production

Mégafeux en Amérique du Nord, en Sibérie, en Turquie, en Grèce et en Espagne ; pluies diluviennes en Allemagne, en Belgique, en Chine, en Inde et aux Etats-Unis, famine à Madagascar à cause de la sécheresse, la succession, cet été, de catastrophes directement liées au réchauffement climatique n'a fait que confirmer les avertissements de plus en plus alarmistes des scientifiques.

Publié début août, le dernier rapport du GIEC confirme bien, comme l'annonçaient les quelques fuites qui avaient provoqué en juin dernier un scandale hypocrite, que l'ampleur comme la rapidité du changement climatique actuel sont sans précédent. Rédigée par 234 scientifiques de 66 nationalités, cette synthèse de plusieurs milliers d'articles récents est sans appel : « *Chacune des quatre dernières*

décennies a été successivement plus chaude que toute décennie depuis 1850 », la dernière, 2010-2019 est la plus chaude depuis 2000 ans et le mois de juillet dernier est le plus chaud jamais enregistré par les scientifiques. La conséquence de cet emballement est l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des événements climatiques extrêmes, vagues de chaleur et sécheresses comme pluies diluviennes et inondations. Comme le résume un de ses rédacteurs, Christophe Cassou, directeur de recherche au CNRS : « Nous sommes entrés dans le dur, et cet été n'est qu'un avant-goût de ce qui nous attend si nous n'agissons pas dès maintenant ».

Pourtant la prochaine COP sur le climat qui doit se tenir à Glasgow en novembre prochain, la 26^{ème} depuis une trentaine d'années, ne sera comme les précédentes qu'un festival de discours lénifiants et moralisateurs, d'étalages de bons sentiments... et de mensonges cyniques.

Pas plus face à la pandémie que face au réchauffement climatique, les États ne sont capables de s'entendre pour prendre des décisions politiques à la hauteur des recommandations des scientifiques, car cela impliquerait de s'en prendre aux intérêts des multinationales qui dominent toute la vie sociale et économique et dont ils servent les intérêts. Si les conférences internationales sur le climat ont échoué à diminuer les rejets de gaz à effet de serre, aujourd'hui supérieurs de 60 % à leur niveau de 1990, elles ont été la vitrine promotionnelle d'un capitalisme vert, permettant avec le plus parfait cynisme aux multinationales responsables de la situation d'empocher, au nom de la transition énergétique, des fonds publics tout en continuant à exploiter les populations, à piller les richesses naturelles et ravager l'environnement.

Congrès de la biodiversité, au service du greenwashing des multinationales et des États

Inauguré en grande pompe par l'autoproclamé « champion de la Terre » Macron, le Congrès mondial de la nature, organisé la semaine dernière à Marseille par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), est une nouvelle illustration des contradictions de la situation, du décalage insupportable entre les données scientifiques, les avertissements mêmes des organismes les plus officiels et l'incapacité des États à faire autre chose que se mettre au service des multinationales en couvrant leurs mensonges.

Plusieurs associations dont *Extinction Rébellion* ont tenu à dénoncer « l'opération de Greenwashing » de ce Congrès dont les sponsors privés officiels sont Nutella, multinationale de l'agroalimentaire et Veolia, multinationale de la gestion de l'eau, en organisant leur propre « congrès alternatif », les 2 et 3 septembre, intitulé « Notre terre, notre nature ». En réalité l'UICN est une « ONG environnementale » bien particulière qui regroupe des associations, des réseaux d'experts mais aussi des États voire des multinationales et comme le fait justement remarquer une journaliste de Mediapart, son Congrès de la biodiversité

a des allures de forum de Davos car s'y retrouvent des représentants des LVMH, Engie, Veolia, Total, et autres Microsoft, des représentants de la BCE et du Medef et toute une partie du gouvernement français avec son propre pool de « partenaires » économiques : JCDecaux, BNP Paribas, la SNCF, le groupe de transport maritime CMA CGM, le groupe de luxe Kering, etc.

Les associations du Congrès alternatif veulent mettre « en lumière l'opposition mondiale aux tentatives de gouvernements, de l'industrie de la conservation de la nature et de grandes ONG de transformer 30 % de la planète en "aires protégées" [et de donner] une valeur marchande à la nature ».

Car derrière ce qui pourrait apparaître comme un progrès, l'augmentation des « aires protégées », il y a souvent des opérations orchestrées par des multinationales qui cherchent à accaparer de nouvelles terres, de nouvelles ressources, au nom de « leur protection » et le plus souvent au détriment des populations qui y vivent. Et cela ouvre aussi pour elles, de nouvelles possibilités de spéculation sur les droits de compensation et les droits à polluer, tout en faisant croire que le capitalisme vert, la finance verte, les lois du marché, permettront de sortir de la crise... Mais c'est bien la logique même de ce système et la fuite en avant des classes dominantes pour le prolonger qui ne cessent d'aggraver la crise écologique globale.

Sans surprise rien n'est sorti de ce congrès, à part la confirmation par les experts du caractère catastrophique de l'effondrement de la biodiversité, de belles paroles de politiciens et des promesses de contrats juteux pour les représentants du patronat... Pourtant cet effondrement est une réalité tout aussi inquiétante que le réchauffement climatique. Les derniers rapports sur la biodiversité de l'IPBES, le réseau de scientifiques de l'ONU, font un constat terrible : 1 million d'espèces vivantes menacées d'extinction, 75 % de la surface des terres, 66% des milieux marins endommagés... et depuis plus d'un an et demi nous vivons une des conséquences annoncées de cet effondrement avec la pandémie du Covid19. Car comme le soulignent les scientifiques de l'IPBES, la déforestation qui s'intensifie, les élevages intensifs industriels, comme la multiplication des échanges internationaux préparent le terrain à de nouvelles zoonoses, à l'apparition de nouvelles maladies à partir de la faune sauvage... La crise écologique, l'effondrement de la biodiversité nous ont fait entrer dans « l'ère des pandémies » selon le titre de leur dernier rapport.

Des discours écologiques de façade... pour masquer les mêmes politiques !

Mais alors que son gouvernement a prolongé l'utilisation du glyphosate et réintroduit les néonicotinoïdes tueurs d'abeilles, Macron a eu le culot lors de l'inauguration de ce Congrès de prétendre vouloir « inscrire la nature au sommet des priorités internationales ». A neuf mois de l'élection présidentielle, il aimerait se donner une posture écologique, pourtant les faits sont têtus... toutes ses

tentatives pour apparaître « écolo » se sont retournées contre lui. Son « *Haut Conseil pour le climat* » ne peut que constater le retard de la France, la *Convention citoyenne pour le climat* qu'il espérait docile, lui a fait des propositions trop « radicales » qu'il n'a pu qu'écarter de sa loi climat, totalement insuffisante, et verdict final, le Tribunal administratif a confirmé la condamnation de l'État pour inaction climatique... Les grands discours sur le climat comme sur la biodiversité n'y changent rien, plus Macron prend la pose écologiste, plus se révèle sa soumission aux intérêts des multinationales et de la machine à profits.

Des associations ont d'ailleurs annoncé vouloir déposer une nouvelle plainte au Tribunal administratif contre le gouvernement pour dénoncer son inaction dans la protection de la biodiversité. D'autant que l'écart est béant entre les déclarations de Macron et la réalité des moyens mis en œuvre. Depuis 2011, selon la FSU, les effectifs des différents services publics concernés par la protection de la biodiversité sont en baisse, de 20 % pour les agences de l'eau, 3 % pour l'Office de la biodiversité, 18 % pour plusieurs parc nationaux...

Mais, il n'y a pas que Macron qui essaie d'utiliser l'écologie, comme un thème rassembleur et consensuel pour faire oublier son bilan et sa soumission aux intérêts privés... Dans la course qui s'engage pour la présidentielle, tous les partis veulent faire de l'écologie un thème central, en espérant profiter de la réelle inquiétude que la crise écologique entraîne mais en se gardant bien d'aller à la racine des choses et de relier les enjeux du changement climatique, de l'effondrement de la biodiversité à l'impasse dans laquelle la crise globale du capitalisme nous conduit.

Ainsi Yannick Jadot, dans le cadre de la primaire pour les écologistes, a annoncé la couleur : « *Il n'y aura pas de transition écologique sans les entreprises. Beaucoup d'entre elles ont investi dans la sobriété et s'engagent dans des secteurs puissants comme les énergies renouvelables, la rénovation des bâtiments...* » pour conclure face à ceux qui lui reprochent son manque de radicalité... « *La radicalité de l'écologie, c'est de gagner la présidentielle.* ». Au moins c'est clair !

Prendre le contrôle de la marche de la société pour planifier la production des biens utiles

Le changement climatique comme l'effondrement de la biodiversité sont une menace pour l'ensemble de l'humanité avec déjà des retombées cataclysmiques pour des centaines de millions d'humains. Mais cette crise écologique n'est pas un problème à part, déconnecté de l'évolution du capitalisme mondialisé. La crise écologique globale est avant tout la conséquence de l'aberration du système capitaliste, de ce mode de production qui ne repose que sur l'exploitation du travail humain et le pillage des ressources naturelles, et ne connaît d'autres limites que l'accumulation sans fin du Capital.

Cette irrationalité du capitalisme ne peut qu'entraîner des déséquilibres écologiques totalement incontrôlables dans le cadre d'un système où la course aux profits prend le pas sur toute tentative d'organiser rationnellement la production de biens utiles.

Comprendre les causes profondes de la crise écologique, c'est aussi prendre conscience que face aux catastrophes annoncées, mobiliser tous les moyens humains, scientifiques, techniques pour mettre en œuvre les solutions à la hauteur des enjeux implique d'affronter les intérêts sociaux et politiques des classes dominantes, d'une poignée de multinationales et de leurs actionnaires, de remettre en cause la propriété capitaliste.

Ce n'est qu'en rupture avec l'ordre social actuel, en prenant directement, collectivement le contrôle de la marche de la société pour imposer d'autres choix sociaux qui fassent passer la défense des intérêts du plus grand nombre et la préservation de l'environnement avant ceux d'une minorité, que l'ensemble de la production et des échanges pourra être réorganisé dans le cadre d'une planification démocratique au service de la satisfaction des besoins de tous.

Bruno Bajou